

DISSERTATION

Les liens entre la productivité et l'emploi.

L'INTRODUCTION doit comprendre :

- **Une accroche**
- **La définition des termes du sujet.** Le candidat doit présenter une définition générale de la **productivité** (production / facteurs de production) et de **l'emploi** (idée de population active employée), ces définitions pouvant être affinées dans le développement.
- **Une problématique :** interroger, par exemple, les effets des gains de productivité sur l'emploi (création, destruction, substitution...), ce qui pose la question du partage des gains de productivité ; et, en retour, de l'emploi sur la productivité (impact de l'évolution sectorielle, des formes d'emploi, du niveau de la demande...).
- **L'annonce du plan**

LE DÉVELOPPEMENT doit être articulé en deux ou trois parties, elles-mêmes clairement structurées.

Voici les thèmes ou les éléments qui peuvent être abordés par un candidat au DCG. Il ne s'agit en aucun cas d'exiger la totalité.

Les gains de productivité : origine et répartition

- **Les sources de gains de productivité :** ce sont principalement le progrès technique et une plus grande efficacité dans l'utilisation et la combinaison des facteurs de production, notamment :
 - o **Au niveau micro économique :** l'organisation du travail, l'utilisation de nouveaux procédés et de machines plus performantes, l'optimisation de la combinaison des facteurs, les effets d'apprentissage, l'intensité et la qualité du travail...
 - o **Au niveau macro économique :** les politiques favorisant l'investissement ; le poids de la R&D dans le PIB et les politiques de soutien à la recherche (fiscalité, politique industrielle, droits de propriété industrielle, ...) ; la qualité des infrastructures publiques, du système de santé et d'éducation ; la constitution de pôles de compétitivité...
- **La répartition des gains de productivité :**
 - o Les gains de productivité peuvent être répartis entre **les profits** (revenus du capital et/ou investissement), **les salaires**, **la réduction du temps de travail**, **les impôts et les cotisations sociales** et **la baisse des prix**.
 - o Ainsi, sur le long terme, la croissance de la productivité explique qu'il a été possible, à la fois, de réduire la durée du travail (sous toutes ses formes), d'augmenter le pouvoir d'achat et de financer la protection sociale ainsi que l'offre de services publics.
- **Aspects théoriques :**
 - o Schumpeter (typologie des innovations, rôle de l'innovation dans la croissance – « destruction créatrice ») ;
 - o le progrès technique exogène ou autonome (Carré, Dubois et Malinvaud, Solow...),
 - o les théories de la croissance endogène (Romer, Lucas, Barro...) qui mettent en évidence le caractère endogène du progrès technique et les externalités positives qu'il génère ; les effets de l'accumulation des connaissances ; le rôle de la dépense publique en matière d'éducation, de R&D, d'infrastructures de transports et de communication...

- Sur le volume de l'emploi, les effets sont négatifs à court terme et positifs à long terme.

- o Les gains de productivité sont, **toutes choses égales par ailleurs**, destructeurs d'emplois. Mais cet effet peut-être compensé par un bon équilibre de leur répartition. C'est ce qui aurait permis, **selon l'école de la régulation**, une forte croissance de la productivité sans perte d'emploi pendant les trente glorieuses.
- o Selon la **théorie de la compensation** (A. Sauvy) les gains de productivité peuvent créer au moins autant d'emplois qu'ils en éliminent, si le taux de croissance du PIB dépasse celui de la productivité apparente du travail :
 - La substitution du capital au travail dans une branche génère des emplois dans les branches produisant les biens de production. Mais la compensation est en général incomplète, sinon les gains seraient annulés au niveau global.
 - Si les gains sont répercutés en partie sur les prix, la baisse de ces derniers devrait générer un surplus de croissance, par la demande, favorable à l'emploi. Le résultat final dépend de l'élasticité de la demande par rapport aux prix.
- o La hausse du pouvoir d'achat (combinaison de baisse des prix et d'augmentation des revenus) qui peut en résulter est également favorable à l'emploi. Mais cela dépend du contenu en emplois du supplément de croissance.
- o Les facteurs « enrichissant » sont multiples : baisse du coût du travail, réduction individuelle ou collective de la durée du travail, flexibilisation ... Selon **les thèses libérales**, la rigidité des salaires peut limiter l'effet de compensation. Si les salaires progressent autant dans l'ensemble de l'économie que dans les secteurs réalisant des gains de productivité, les travailleurs à faible productivité peuvent être délaissés par les entreprises (c'est un des arguments pour justifier l'individualisation des rémunérations et la décentralisation des négociations salariales).
- o Les effets de la productivité sur l'emploi dépendent également de **l'intensité de la concurrence** : la concurrence stimulerait l'innovation et les gains de productivité (surtout dans les secteurs peu concurrentiels) et, à **long terme**, elle devrait améliorer le niveau de l'emploi en favorisant l'acceptation des réformes structurelles ; mais à **court terme** l'effet sur l'emploi peut être négatif.
- o Sur longue période les emplois détruits dans l'industrie sont compensés par des créations d'emplois dans le tertiaire (**théorie du déversement**).

- Sur la qualité des emplois.

- o La théorie du déversement (voir précédemment) explique, en partie, l'évolution sectorielle des emplois.
- o Les gains de productivité favorisent les emplois qualifiés au détriment des moins qualifiés.
- o En présence de freins à la baisse des salaires, les emplois les moins productifs subissent une dégradation des conditions de travail (la recherche des gains de productivité passant principalement par l'intensification du travail et la recherche d'une plus grande flexibilité).

Effet de l'emploi sur la productivité

Les caractéristiques du marché du travail ont également un effet sur la productivité.

- Un **chômage élevé** pèse sur le niveau des salaires. Or la modération salariale peut réduire l'incitation à substituer du capital au travail ce qui a un effet négatif sur la productivité.
- Les **mesures de réduction du temps de travail** avec les mesures de flexibilité et d'intensification du travail qui les ont accompagnées ont un impact positif sur la productivité horaire, mais un impact sur l'emploi qui reste discuté.

- **Évolution structurelle de l'emploi**

Les transferts d'emplois de l'industrie vers les services expliqueraient en partie le ralentissement des gains de productivité, qui impacte la compétitivité et la croissance (même si certaines activités tertiaires réalisent des gains de productivité élevés, notamment télécommunications, transport et entreposage, activités financières).

LA CONCLUSION.

Elle doit comprendre une synthèse et une ouverture. À titre d'exemple :

- **Synthèse** : la relation productivité emploi est complexe. Les conséquences des gains de productivité dépendent pour une grande part de leur affectation. Si pendant les trente glorieuses une répartition équilibrée a constitué un soutien de la croissance et de l'emploi, la modification du contexte macroéconomique a conduit les entreprises à rechercher prioritairement la compétitivité au moyen de la substitution du capital au travail et/ou de la baisse des prix relatifs. Les effets positifs sur la croissance ont été en grande partie annulés par la pression à la baisse sur les coûts salariaux et la stagnation de la demande interne.
- **Ouverture** : les politiques de l'emploi, si elles doivent avoir pour objectif la réduction du chômage, ne doivent pas ignorer les conséquences qu'elles peuvent avoir sur la productivité et la compétitivité des entreprises et de l'économie nationale.

ÉTUDE DE DOCUMENT

1. Repérez et expliquez les mesures protectionnistes évoquées dans le texte.

- Les droits de douane,
- Les barrières non tarifaires : quotas et licences,
- Les restrictions imposées aux entreprises étrangères,
- Les subventions aux entreprises chinoises,
- Les taux d'intérêt préférentiels pour les entreprises chinoises étatiques,
- L'obligation de créer une co-entreprise pour accéder au marché chinois.

2. Présentez, en l'expliquant, l'autre forme de protectionnisme que la Chine pratique aujourd'hui et que le texte n'aborde pas.

Il s'agit du protectionnisme monétaire qui consiste pour la Chine à limiter l'appréciation de sa monnaie. Ceci lui permet d'améliorer la compétitivité-prix en renchérisant le prix des importations sur le territoire national et en baissant le prix à l'exportation de la production chinoise.

3. Quelles sont les caractéristiques du modèle capitaliste chinois ?

- C'est un capitalisme d'État : contrôle étatique et du Parti Communiste Chinois sur les grandes entreprises, avec une volonté de politique industrielle structurante ;
- L'État instaure une libéralisation sélective de l'économie afin d'attirer les capitaux et les transferts de technologie dans les secteurs où la Chine connaît des retards.

QUESTION . Quels sont les fondements théoriques de l'épargne des ménages.

Définition : L'épargne peut se définir comme la part du revenu disponible qui n'est pas consacrée à une consommation immédiate.

Deux conceptions de l'épargne :

Pour les néoclassiques, les ménages arbitrent entre l'épargne et la consommation **en fonction du taux d'intérêt** qui rémunère l'épargne. Les agents économiques préfèrent une consommation immédiate à une consommation future et ils n'acceptent d'épargner que si la consommation à laquelle ils renoncent, permet une consommation future plus élevée, du fait d'un taux d'intérêt positif. Cette consommation, considérée comme la part du revenu non épargnée est donc un résidu.

Pour les keynésiens, l'épargne est un résidu, contrairement à ce qu'affirme la théorie néo-classique. Les ménages déterminent leur niveau de consommation **en fonction du revenu disponible** et de la **propension à consommer** ; l'épargne, partie non consommée du revenu, **est donc également une fonction du revenu disponible** (et non plus du taux d'intérêt).

Compléments :

- Théorie du cycle de vie de Modigliani : le comportement d'épargne d'un agent économique évolue avec le temps ; en effet, il fait varier le montant de son épargne dans le but de maintenir, tout au long de sa vie, un certain niveau de consommation et de revenu (cette théorie repose sur l'hypothèse que les ménages effectuent leurs choix dans un cadre intertemporel en l'absence d'incertitude). On peut, schématiquement, identifier trois périodes : un jeune ménage consomme la totalité de son revenu. Son épargne est donc nulle, voire négative. Il va ensuite progressivement accroître son effort d'épargne au fur et à mesure que son revenu augmente pour anticiper la baisse de ses gains liée au passage à la retraite. En période de retraite, l'agent économique va puiser dans son épargne pour maintenir sa consommation au niveau antérieur.
- Théorie du revenu permanent de Friedman : Toute augmentation de revenu considérée comme transitoire sera épargnée ; à l'inverse, une baisse transitoire du revenu entraînera une désépargne.
- Le taux d'intérêt représente le prix de la renonciation à la consommation dans la conception néo-classique. Notion de choix intertemporel (Fisher).
- Notions de loi psychologique fondamentale chez Keynes ; précisions sur propension moyenne, propension marginale.